



CAPL d'affectations locales des
contrôleurs du 20 juin 2017

Déclaration liminaire CGT

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Le mouvement de mutation au 1^{er} septembre de catégorie B, montre un déficit de plus de 1532 agents (pour rappel 872 en 2017), et ce malgré encore 1 355 suppressions d'emploi de contrôleurs au 1^{er} janvier (4 % des effectifs de contrôleurs), soit une augmentation des vacances d'emploi de 75 %. De plus l'administration a décidé d'une réduction radicale du temps de préparation et de compte rendu alloué aux élus des CAP nationales et locales, limitant ainsi les possibilités pour les personnels à être défendus.

L'administration n'a que mépris pour les agents et leurs représentants. Elle ne veut plus de dialogue social. A l'image de ce que nous montre l'actuel gouvernement, elle impose aux forceps ses choix, ses méthodes, et balaye d'un simple revers de la main toute tentative d'opposition. Il est urgent d'arrêter les suppressions d'emplois et les restructurations. Nous exigeons la création de postes à hauteur des besoins des services, ainsi que le comblement de chaque vacance d'emploi.

Les agents (es) des Finances Publiques sont à bout !!!! Ils subissent depuis des années des restructurations qui mettent à mal non seulement leurs missions mais aussi leurs conditions de travail !

Depuis le 22 mars, elles ou ils sont entré(es) en résistance. Pas un jour ne passe sans qu'un service, une RAN ou un département ne soit dans l'action. De plus en plus de médias se font le relais de nos actions, preuve que le public est à l'écoute et ne se satisfait pas de ces réformes.

Le Centre de Prélèvement de LILLE a été bloqué pendant plusieurs jours. Dans de nombreuses directions s'organisent tous les jours des actions contre les politiques destructrices. L'administration ne peut plus faire semblant d'ignorer les problèmes en son sein !!

La Direction Générale doit arrêter d'être le relais d'un gouvernement qui entend liquider l'ensemble de nos missions !!

Ce même gouvernement entend aussi détruire les acquis sociaux obtenus par la lutte des travailleurs !!! Le statut général de la Fonction publique, qui rappelons le protège essentiellement les usagers du service public, est aujourd'hui dans la ligne de mire.

Avec CAP 22, c'est l'ensemble de la fonction publique et des services publics qui vont être liquidés ou offerts à des sociétés privées qui en tireront un maximum de profits sur le dos des citoyen (nes) !

Concernant le projet du mouvement local, notre analyse n'a pas révélé de dérogations aux règles d'affectations. Toutefois, nous avons repérés selon les documents qui nous ont été transmis la vacance de 3 postes : 2 à la B3I et 1 à la BNI 1.

Nous attendons M le Président, des explications de l'Administration sur ces vacances d'emplois.